



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Le, 09/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UNITED INITIATORS

Route des Varennes
71100 Chalon-sur-Saône

Références : CL/NM/2023/M_137
Code AIOT : 0005401814

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 février 2023 dans l'établissement UNITED INITIATORS implanté à Chalon-sur-Saône (71 100), route des Varennes. L'inspection a été annoncée le 30/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'examen d'un porter à connaissance déposé par UNITED INITIATORS le 18 novembre 2022. Par ailleurs, conformément à l'instruction du Gouvernement du 12 décembre 2022, il a également été procédé au contrôle des obligations relatives aux fluides frigorigènes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

Raison sociale : UNITED INITIATORS

Régime : Autorisation

Adresse : route des Varennes, 71 100 Chalon-sur-Saône

Statut Seveso : Seveso seuil bas

Code AIOT : 0005401814

IED : Non

L'établissement UNITED INITIATORS à Chalon-sur-Saône est spécialisé dans le stockage de peroxydes organiques qui proviennent principalement de l'usine allemande du groupe basée à Pullach pour être ensuite réexpédiés vers une clientèle essentiellement française.

L'autorisation d'exploiter cet établissement a été accordée le 11 janvier 2011 par arrêté préfectoral n° 11-00081 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Examen du porter à connaissance déposé le 18 novembre 2022
- Suites de l'inspection du 7 mai 2020 ;
- Contrôle des obligations relatives aux fluides frigorigènes (action nationale).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
12	AN FF 2023 - Registre	Règlement européen du 16/04/2014, article 6	Sans objet
22	PAC 2022 - Création d'un atelier	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-98	Sans objet
20	PAC 2022 - Mesure de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	AN FF 2023 - Situation administrative	Décret du 22/10/2018	Sans objet
4	AN FF 2023 - Mise en service d'un équipement	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-79	Sans objet
5	AN FF 2023 - Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-78	Sans objet
6	AN FF 2023 - Confinement	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-82	Sans objet
7	AN FF 2023 - Interdiction d'utilisation des HCFC	Règlement européen du 16/09/2019, article 5.1, 11.3 et 11.4	Sans objet
8	AN FF 2023 - Interdiction de recharge d'un équipement fuyard	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-89	Sans objet
9	AN FF 2023 - Confinement	Règlement européen du 16/04/2014, article 3.2 et 3.3	Sans objet
10	AN FF 2023 - Détection de fuites	Règlement européen du 16/04/2014, article 5	Sans objet
11	AN FF 2023 - Système de détection de fuites	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3	Sans objet
13	AN FF 2023 - Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	Sans objet
14	AN FF 2023 - Marque de contrôle - Absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Sans objet
15	AN FF 2023 - Marque de contrôle - Détection de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7	Sans objet
16	AN FF 2023 - Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	Sans objet
17	PAC 2022 - Cessation partielle d'activité	Code de l'environnement du 12/04/2023, article R.181-46	Sans objet
18	PAC 2022 - Augmentation des capacités de stockage	Code de l'environnement du 12/04/2023, article R.181-46	Prise d'acte
19	PAC 2022 - Changement de désignation de produits	Lettre du 23/03/2017, article préfectorales des 23/03/2017 et 03/09/2018	Prise d'acte

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
21	PAC 2022 - État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les obligations réglementaires liées à la prévention des émissions de gaz à effet de serre fluorés sont appréhendées de manière satisfaisante par l'exploitant.

La visite des installations et les échanges qui ont suivi en séance ont permis d'examiner plus en détail les modifications qu'envisage de réaliser l'exploitant sur son site. Certaines nécessitent encore des éclaircissements ou des compléments.

Enfin, l'ensemble des non conformités et demandes de compléments issues de l'inspection de 2020 apparaissent avoir été correctement traitées.